

Le ministère de l'Éducation nationale affirme qu'il veut améliorer l'école, et que cette amélioration passe par une meilleure formation des enseignants. Bien ! Mais ses projets contredisent ses discours !

La formation des enseignants aujourd'hui

Aujourd'hui : À l'issue de leur concours (en fin de première année de master), et quels que soient leur parcours et/ou leur expérience antérieurs, tous les professeurs en formation sont mis en totale responsabilité de classe à *mi-temps* (voire à plein temps).

En école primaire, dans certains départements, ils se partagent le temps de classe de la semaine (chacun-e son tour mais pas ensemble dans la classe), la plupart du temps avec un autre professeur en formation ou avec un enseignant contractuel, qui, lui, n'a reçu qu'une ou deux journées de préparation à la "prise en main" de la classe. Les élèves peuvent donc avoir deux professeurs débutants qui se partagent la classe sans pouvoir travailler ensemble. Dans d'autres départements, ils servent de moyens de remplacements plus « classiques » en assurant des décharges de service de directeurs.trices ou de collègues à mi-temps.

En collège et lycée, ils ont des classes en responsabilité à hauteur d'un demi-service. Pour l'autre moitié du temps, tous ces professeurs débutants sont en formation à l'université (École supérieure du professorat et de l'Éducation, ÉSPÉ).

Les problèmes posés par la formation actuelle

1^{er} problème : ce qu'on demande à ces jeunes professeurs encore en formation, c'est d'être *immédiatement opérationnels*, de mobiliser des compétences d'enseignants expérimentés.

Ils sont censés :

- concevoir leur enseignement et le mettre en œuvre pour la première fois (dans une école ou un établissement souvent éloigné de leur domicile et de leur lieu de formation);
- se concerter avec l'autre ou les autres enseignant(s) de la classe;
- assurer toutes les missions associées à l'enseignement : rendez-vous avec les parents, réunions de suivi, corrections...
- suivre les cours de niveau master (Bac+5) : s'initier à la recherche nécessaire pour comprendre les enjeux et la complexité du métier.

2^e problème, qui découle du précédent : ils manquent de temps pour tout faire. Les enquêtes montrent que les enseignants débutants travaillent, en moyenne, plus de 48 heures par semaine (contre environ 42 heures pour un titulaire). En outre, ils estiment être mal préparés à la réalité de la classe, en particulier l'*hétérogénéité des élèves*, la *prise en compte des besoins particuliers*, etc.

Résultat, la crise de recrutement s'aggrave d'année en année! Beaucoup de postes aux concours (fonctionnaires) ne sont pas pourvus faute de candidats. Aux difficultés pour recruter, s'ajoutent les démissions qui vont croissant. Le ministère recourt alors à des contractuels, moins ou non formés, dont le nombre ne cesse d'augmenter, sachant qu'il n'en trouve pas pour toutes les disciplines et pour tous les établissements, ce qui entraîne des classes sans professeur, ou dont les professeurs changent plusieurs fois dans l'année.

Ce que veut le ministère de l'Éducation

Comment croire que les choses vont s'améliorer en baissant fortement le nombre de postes d'enseignants (fonctionnaires) aux concours? En surchargeant les classes? En réduisant le temps et les moyens de formation? En mettant des jeunes sans expérience devant les élèves tout en cherchant des contractuels ?

Pour le ministère, la réponse est affirmative. C'est bien son projet :

- diminuer de 2600 le nombre de postes au concours dans les collèges et lycées pour la rentrée 2019, avec pour conséquence immédiate des classes encore plus surchargées;
- “donner” à faire à des débutants (dès la deuxième année de licence, un an après le bac donc) le travail des professeurs expérimentés par exemple la responsabilité de classe;
- diminuer le temps de formation à l'université et laisser croire que la formation “sur le tas” (c'est-à-dire les élèves!), avec un statut de contractuel, constitue une réelle formation; les étudiants seront sous-payés, désarmés face au travail à réaliser et face aux enjeux du métier.

Des changements dangereux pour les élèves et qui ne résolvent pas les problèmes actuels de la formation

Ne soyons pas naïfs! Le ministère n'a pas la volonté d'améliorer les conditions d'études et de formation des enseignants débutants... sans parler de leurs salaires. Il ment pour faire des économies! Il met en danger les futurs enseignants! Il compromet la réussite de nos enfants! Par exemple, *est-il réellement possible d'apprendre une langue dans une classe de plus de 35 élèves...?*

Pour permettre la réussite de tous les élèves, il faut des enseignantes et des enseignants bien formés, en capacité de relever les défis d'une école ambitieuse, lieu d'enseignement de savoirs complexes développés par notre société moderne, pour des élèves aux vécus très différents (inclusion d'enfants à besoins spécifiques par exemple). Tout cela exige une formation universitaire de haut niveau, appuyée sur de véritables stages de formation et sur les résultats de la recherche, dans le cadre d'équipes associant des enseignants de différents statuts et des chercheurs développant les savoirs nécessaires à l'exercice du métier.

Grande braderie
de la formation
des enseignants



Refusons l'ubérisation de la formation !

Se former pour enseigner : un droit,

une exigence, une nécessité ! Soutenez les acteurs et actrices de la formation contre la mise à mal de la formation des enseignants, en signant leur Lettre ouverte ici :

<https://chn.ge/2zZlkPg>